

Luttes et élections.

Le gouvernement actuel, en accord avec l'union européenne, veut imposer une contre-réforme au nom d'un système **soi-disant** universel, qui s'adresserait à toutes et tous.

Nous tenons à affirmer que si on veut un système **réellement** universel il doit reposer sur le droit !

- Oui à un système qui pose comme préalable **la solidarité et l'universalité du droit** : droit à la retraite à 60 ans avec un revenu minimum égal au SMIC que nous revendiquons.
- Oui à un système universel **uniquement financé par les cotisations sociales** issues des richesses créées dans l'entreprise.
- Oui à un **système universel géré à 100% par les travailleuses et travailleurs** puisqu'il s'agit de leur salaire socialisé et que le monde du travail a démontré, en 21 ans de gestion ouvrière de 1946 à 1967 qu'il a été capable de le gérer sans qu'il y ait de déficit.
- Oui à un **calcul universel de pensions** pensé sur la meilleure période d'activité et permettant l'égalité entre le public et le privé.
- Oui à une **échelle mobile des salaires et des pensions** système universel de garantie des revenus de toutes et tous.
- Oui à un **système universel de retraites par répartition** qui garantisse aux travailleurs migrants la même pension qu'ils restent en France à leur retraite ou qu'ils rentrent dans leur pays d'origine.
- Oui à un **système universel porté à 100% par une sécurité sociale** dans laquelle on intégrera les mutuelles actuelles et l'assurance chômage comme c'était prévu en 1945.
- Oui à un **système universel** qui ne veuille pas dire **uniformité**, mais tienne compte de la pénibilité, des diversités professionnelles et permette aux branches d'activité qui le désirent de cotiser plus pour une meilleure retraite sans qu'elles ne soient ponctionnées pour le régime général comme c'est le cas aujourd'hui entre autres pour la caisse de l'énergie et sera le cas demain pour d'autres professions.
- Oui à un **système universel, garantissant aux étudiants** qui poursuivent de longues études de percevoir un salaire qui leur assure des cotisations comptant pour leur retraite.
- Oui à un **système universel** qui tienne compte dans ses calculs de l'accroissement considérable des gains de productivité horaire permis par l'évolution technologique depuis 1945 et modifie ainsi totalement l'assiette de cotisations afin de rétablir la justice entre les petits artisans et commerçants et les grandes entreprises.

Ce sont ces questions-là que nous voulons mettre au cœur des luttes et des élections qui s'annoncent, questions auxquelles on ajoute, s'agissant d'élections municipales et à titre d'exemple, ces quelques propositions à décliner localement selon la taille de la commune, son environnement et son histoire :

- Oui à des équipes municipales déterminées à **se battre au côté des populations pour l'emploi.**
- Oui à une **sécurité sociale du logement** garantissant un droit au logement avec des loyers plafonnés à 20% des revenus.
- Oui à des équipes municipales déterminées à s'en prendre aux propriétaires **marchands de sommeil** et à la **spéculation immobilière.**
- Oui à des équipes municipales déterminées à mettre en place les **transports gratuits**, déterminées à refuser sur leur territoire les **expulsions locatives et les coupures de courant.**
- Oui à des équipes déterminées à se battre **contre la confiscation du pouvoir** des habitantes et habitants au profit des métropoles voulues par l'union européenne et qui à terme feront disparaître les 36000 communes issues de la révolution française.
- Oui à des équipes municipales déterminées à agir pour le droit à la culture, au sport, aux loisirs et qui mettent la **gratuité** au cœur de ces droits.
- Oui à des communes ouvertes sur le monde et favorisant, par toutes mesures, les coopérations internationales mutuellement avantageuses pour les populations.

Pas une voix pour les défenseurs du projet Macron et de sa politique générale

Pas une voix pour celles et ceux qui ne s'attaquent ni à la propriété des entreprises, ni à la spéculation immobilière.

Pas une voix pour celles et ceux qui ne défendent pas les services publics.

Pas une voix pour la droite et son extrême

Je rejoins l'ANC !

A renvoyer à ANC 13 – 9 rue St André 13014 Marseille – anc13@ancommunistes.fr

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

.....TELEPHONE.....

@.....

ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris - ancdefrance@orange.fr – www.ancommunistes.fr